

Dépenses gouvernementales

Si nous répartissons les revenus et donnons de l'argent à des secteurs de la société qui, en raison de leur nature, ne le dépenseront peut-être pas aussi sagement que s'ils étaient investis dans l'intérêt national, cela continuerait bien sûr à l'inflation. Dans un pays comme le Canada où les revenus sont répartis par secteur, non seulement sur le plan démographique mais aussi géographique, cela entraînera bien sûr l'inflation dans certaines régions du pays. Je conviens avec le député de Peace River qu'il faudrait relier cela autant que possible à la productivité, et c'est ce que nous essayons de faire depuis dix ou quinze ans.

M. Baldwin: Alors qu'est-ce que le premier ministre a à courir d'un bout à l'autre du pays?

M. Breau: Je vais répondre à cette interjection du député de Peace River qui prend la direction de la sortie.

M. Paproski: Il va répondre à un appel téléphonique.

M. Breau: Oui; on me dit qu'il va répondre à un appel téléphonique. Je sais qu'il est un député extrêmement assidu. Je lui répondrai que je ne veux pas traiter du nouveau programme anti-inflation du gouvernement, car tel n'est pas l'objet de la motion. Le député de Peace River a longuement disserté sur la politique économique et fiscale, alors qu'il n'en est pas question dans la motion. Je ne veux donc pas me laisser entraîner à un débat sur la politique économique.

Le discours du chef de l'opposition cet après-midi a eu un effet modérateur. Nous avons entendu dire publiquement que beaucoup de gens dans son parti, en raison des perspectives, veulent moins d'intervention et moins de programmes sociaux obligatoires. Je ne suis pas de cet avis. Il aurait été absolument impossible de se faire élire premier ministre de la Nouvelle-Écosse ou même de se faire élire dans les provinces de l'Atlantique sans être favorable à l'intervention du gouvernement sur le plan social. Je me réjouis donc du ton qu'a adopté le chef de l'opposition, car je pense qu'il convient avec moi que dans une société moderne, parler de limiter les dépenses et les interventions gouvernementales, c'est délirer. Si nous voulons améliorer notre technologie pour être en meilleure position de concurrence dans le monde, il faudra effectuer des bouleversements dans le monde du travail. L'aide à la formation, l'intervention de l'État et les dépenses gouvernementales sont donc une nécessité.

Si nous voulons avoir une production de pointe et être au premier rang des pays industrialisés, il nous faudra transformer nos industries. J'en ai un exemple dans ma circonscription, une réalisation du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Celui-ci a rationalisé sa politique de gestion forestière. Le MEER a participé à cette rationalisation. Le gouvernement fédéral a participé très activement à l'étude de la question et à la conceptualisation d'une nouvelle orientation de la politique de gestion forestière. L'élément essentiel du projet était la construction d'une nouvelle scierie. Malheureusement, les circonstances ne s'y prêtaient pas trop, puisque le marché du bois de construction traverse une période de marasme. Comme il s'agit d'améliorer l'efficacité et la productivité, cette usine d'une technique de pointe n'emploiera que des effectifs réduits pour la production d'importants volumes de bois, contrairement aux vieilles scieries, familiales et autres, qui ont toujours existé au Nouveau-Brunswick.

Voilà donc que le gouvernement du Nouveau-Brunswick et le gouvernement fédéral, œuvrant dans l'intérêt national, vont peut-être créer du chômage dans leur recherche

de la productivité et leur désir de produire du bois au meilleur prix possible pour l'exporter sur les États-Unis. En raison particulièrement de l'état du marché, beaucoup de petites scieries sont incapables de concurrencer les prix auxquels la nouvelle usine offre sa production. Elles ne peuvent pas soutenir cette concurrence, et il va falloir transformer l'industrie du bois d'œuvre du Nouveau-Brunswick pour obtenir un emploi plus rationnel du bois des forêts. Voilà qui est sain pour le pays. A long terme, cela sera profitable pour le nord du Nouveau-Brunswick et la province toute entière.

En attendant, beaucoup de travailleurs vont être dérangés. Je parle ici des petites scieries familiales. Beaucoup de travailleurs vont être dérangés dans l'industrie, car beaucoup d'entreprises utilisent des machines traditionnelles, alors qu'à notre époque il y a du matériel nouveau en service. Il y a donc là un exemple de sacrifices à consentir pour protéger peut-être 125 bons emplois, qui seront compétitifs dans l'avenir et qui n'exigeront jamais de secours de l'État. C'est une bonne chose. Mais en attendant, il faut s'occuper des personnes qui en souffrent. Dans notre société, seule l'intervention de l'État peut le faire, grâce aux programmes de main-d'œuvre, aux programmes d'assistance en faveur de l'embauche locale, aux programmes fédéraux de secours, et autres.

J'ai constaté avec plaisir que le chef de l'opposition n'a pas demandé aujourd'hui une réduction de l'action sociale de l'État, comme le font publiquement certains membres de son parti depuis quelques mois. Je suis bien aise que l'ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse ne soit pas de ceux qui suivent le courant, comme certains le font un peu partout au Canada aujourd'hui, et qui disent qu'on devrait limiter les dépenses publiques. Il n'y a aucun doute qu'une réduction des dépenses structurales, qui comptent pour 56 p. 100 des dépenses gouvernementales, aurait des répercussions sur l'inflation et l'économie, mais il est tout à fait insensé de proposer une réduction importante des dépenses structurales du gouvernement fédéral parce que cela s'oppose entièrement au principe même de la société.

J'aimerais parler brièvement des observations du député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent), qui a d'abord déclaré que le programme de lutte contre l'inflation du gouvernement impose des restrictions. Je conviens qu'il en impose dans certains cas. Il impose des restrictions aux syndicats importants et aux groupes puissants de la société, mais pas aux petits salariés parce que, si l'on n'adopte pas ce programme, ils ne pourront pas rattraper les autres travailleurs et les syndicats puissants continueront d'obtenir des augmentations extravagantes de 18 et de 25 p. 100. On ne devrait donc pas dire qu'il s'agit d'une mesure restrictive.

En ce qui concerne certains programmes qui touchent l'industrie et dont le député a parlé et certains autres programmes, je pense que le député n'est pas sérieux quand il dit que si le gouvernement doit prendre des mesures qui touchent les particuliers, il ne doit pas aussi prendre des mesures qui visent l'industrie pour veiller avant tout à ce que celle-ci soit efficace et productive, à ce qu'elle suive les progrès techniques du reste du monde et à ce qu'elle collabore avec le gouvernement. Tout ce que je puis dire, c'est qu'étant universitaire il risque d'avoir un conflit d'intérêts parce qu'il voudrait que les universitaires fassent tout le travail au lieu de l'industrie. Cependant, il n'y a aucun doute que le gouvernement doit collaborer étroitement avec l'industrie dans le cadre de programmes de recherche et en prenant des mesures comme celle qu'il a proposée.